

GEORGES CORM – Le pourfendeur de la « corruption généralisée »

Propos recueillis par Marine DELATOUCHE

Beyrouth- samedi 9 septembre 2017

Historien et économiste, l'ancien ministre des Finances de 1998 à 2000 garde un œil avisé sur l'actualité. Il nous a accordé un entretien fleuve dont voici la première partie.

Photo: Georges Corm



LPJ Beyrouth : L'économie libanaise est en plein marasme. La Banque mondiale annonce une croissance économique de 2,2% en 2017 alors qu'elle atteignait plus de 10% en 2009. Faut-il s'alarmer face à la situation économique du Liban ?

Georges Corm : elle est alarmante mais aussi dynamique. La très mauvaise gestion des finances publiques et la dette qui continue de croître, dont le service coûte extrêmement cher, est alarmante. C'est le deuxième poste de dépenses budgétaires après les salaires. Il y a également une dépendance très forte de l'économie sur le système monétaire et bancaire.

Nous avons eu des années fastes entre 2008 et 2011. Durant ces années, le taux de croissance atteignait les 9%. Cela correspondait notamment à la très forte augmentation forte des prix pétroliers et donc à des envois massifs des capitaux des Libanais vivant dans la péninsule arabe.

Et puis est arrivé le drame syrien. Le Liban a dû supporter une augmentation de population de 25% en quelques mois. Ainsi que la chute brutale des prix du pétrole, ce

qui affecte aussi les montants des transferts des émigrés libanais dans les pays exportateurs de pétrole. Malgré tout, comparé à la situation en Syrie, en Irak et en Libye, le Liban s'en sort très bien.

Le président Michel Aoun a décrit l'économie libanaise comme « une économie de rente qui tablait sur les intérêts élevés pour faire des bénéfices ». « Les secteurs tels que l'agriculture, le commerce et l'industrie ont été complètement négligés. D'où le recul de la croissance », poursuit-il. Que pensez-vous de cette analyse ?

J'ai fait cette analyse il y a déjà 30 ans. A la sortie de la guerre, quand on a eu une mainmise des capitaux pétroliers de la péninsule arabique sur l'économie du pays, facilitée grandement par la nomination à la fin de l'année 1992 d'un premier ministre issu du sérail saoudien (Rafic Hariri), j'ai tout de suite dénoncé une économie de rente et la gestion complètement absurde de la dette publique. Elle a rempli les poches de beaucoup de gens.

Comme tout marché de taille réduite, seules quelques grandes familles monopolisent le commerce extérieur et donc, les importations. Par ailleurs, un des principaux marchés d'exportation étant la Syrie qui servait aussi de transit aux exportations libanaises vers les pays de la péninsule arabique, la fermeture des frontières avec ce pays a accru considérablement la difficulté d'exporter, alors que les importations ont augmenté pour faire face aux besoins de plus d'un million de réfugiés syriens dans le pays. A cela s'est ajouté la baisse très forte des prix du pétrole qui a réduit le montant des remises de nos émigrés résidents dans les pays exportateurs de pétrole, beaucoup d'entreprises qui les employaient ayant réduit leur personnel. Malgré tous ces facteurs négatifs, la performance de l'économie libanaise, tout comme sa résilience, sont encore très fortes.

En ce qui concerne le secteur public, l'Etat n'a pas hésité à s'endetter à hauteur d'environ 140% de son produit intérieur brut (PIB). Pourquoi et comment le Liban en est-il arrivé là ?

A l'issue de la guerre en 1992, on a renforcé les pouvoirs du Conseil de la reconstruction et du développement (CDR) qui a eu le monopole de la relation avec les bailleurs étrangers et les riches Etats arabes. Cela a été catastrophique. Comme d'autres administrations, le CDR est source de corruption. Personne ne lui demande de comptes.

La gestion de la dette publique, qui n'atteignait même pas deux milliards de dollars à la fin de la guerre 75-90, a été destinée à faire gagner beaucoup d'argent aux banques et aux gros déposants. On a fixé des taux d'intérêt extravagants dans les années 1990, ayant atteint des rendements pouvant aller jusqu'à 35% à 40%. Pour un pays qui se remettait de la guerre, qui avait une balance des paiements positive, ainsi qu'un taux

d'inflation en baisse continue et des excédents de balance des paiements, cette politique était extravagante, uniquement destinée à enrichir les détenteurs de capitaux. En effet, ces derniers pouvaient emprunter auprès des banques en dollars à des taux de 6 à 7% pour acheter des bons du trésor en livres rapportant plus de 30%. C'était une machine à sous pour les banques et leurs gros déposants. Voici le mécanisme principal qui a entraîné l'augmentation de la dette publique libanaise. Par la suite, les déficits de l'Office d'électricité du Liban durant la très forte hausse des prix du pétrole à partir de 2005-2006 ont aussi contribué à gonfler la dette publique.

J'ai relativement réussi à mettre fin à la gestion aberrante de la dette publique lorsque j'ai été nommé ministre des Finances en baissant les taux d'intérêt sur les bons du trésor en livres libanaises à 14%. La seconde vague de baisse de taux d'intérêt est arrivée suite à la conférence de Paris II, en 2002. Les bailleurs de fonds du Liban ont dénoncé des taux d'intérêts sur les bons du trésor en livres libanaises qui étaient encore à 14% pour une durée moyenne de six mois à 2 ans et le fait que le Liban demandait des prêts d'une durée de 15 ans à 5%. Le taux d'intérêt est donc passé en dessous des 10%, mais ils restent encore trop élevés. C'est le coût de la dette publique plus que son montant qui pèse lourd. Il faut l'abaisser.

Les infrastructures de base (eau, électricité, routes, etc.) sont défaillantes. L'Etat fait-il de ces problématiques une priorité ?

C'est le Conseil du Développement et de la Reconstruction et (CDR) sous l'autorité de l'ancien premier ministre, Rafic Hariri, qui a été en charge de financer et de reconstruire les infrastructures du pays depuis le début des années 1990. Il est donc largement responsable des défaillances actuelles de toutes nos infrastructures. Ce sont ces défaillances qui ont permis le développement d'une économie « parallèle » qui profite des défaillances des infrastructures construites après la fin de la guerre. Ces défaillances étonnantes ont donné lieu à des privatisations rampantes et sauvages au profit de groupes politico-financiers. La production d'électricité est un exemple étonnant de cette défaillance par laquelle un petit pays de 10 000 km² et de 4 millions d'habitants n'a pas réussi à bâtir des capacités suffisantes de production d'électricité, permettant ainsi à des propriétaires des générateurs électriques de fournir de l'électricité aux différents quartiers des villes et aux villages. Les propriétaires de ces générateurs, protégés par des forces et partis politiques, engrangent des bénéfices extravagants. Dans le même temps, Electricité du Liban (EDL) coupe le courant sous prétexte qu'elle est à court. Même situation pour l'eau. L'Etat n'arrive plus à la stocker et la distribuer, mais on voit des sociétés privées transporter de l'eau par camions nuit et jour pour en vendre aux particuliers. Ne parlons pas du scandale du ramassage et du traitement des déchets.

L'aspect négatif de cette République, c'est la corruption généralisée. Le fait que le

parlement n'ait pas voté de budget de l'Etat depuis 2005 est un autre scandale qui permet de dépenser pratiquement sans compter, et pas pour les infrastructures.

Le secteur bancaire est un acteur majeur qui investit énormément au Liban. La Banque du Liban finance en grande partie la dette publique de l'Etat. Les banques peuvent-elles sauver l'économie ? Ou nous dirigeons-nous vers une crise financière ?

Je ne pense pas que le Liban subira une crise financière. Il y a eu beaucoup d'efforts de faits de ce côté-là, notamment lorsque j'ai été ministre. La Banque centrale et le secteur bancaire sont devenus plus sages qu'ils ne l'étaient dans les années 1990. Ils ont mis en place un système qui, certes, continue d'assurer aux banques des bénéfices disproportionnés, comparé à l'activité économique du pays, mais qui assure une stabilité monétaire et économique à un bien moindre coût que dans les années 1990. Toutefois, la Banque du Liban (banque centrale) a récemment procédé à des opérations de refinancement de ses réserves de change avec les grandes banques locales à des coûts exorbitants pour elle, mais ayant permis aux banques des bénéfices hors norme. Ce qui au final a semé le trouble et ébranlé la confiance au lieu de la restaurer.

Toutefois, à l'actif de la Banque centrale les mesures qu'elle a prise pour pousser les banques à octroyer des crédits subventionnés, notamment pour le secteur foncier, ce qui toutefois a entraîné des excès dans ce secteur avec un stock important d'appartements invendus de grand luxe. Cela était déjà arrivé au milieu des années 1990, où les constructions d'immeubles de luxe avaient explosé. Il a fallu 10 ans pour absorber l'ancien stock d'appartements de luxe invendus. Il faudra plusieurs années pour que le stock actuel diminue à nouveau. Il y a cependant déjà des signes de reprise dans ce secteur. Les chiffres de cette année ne sont pas mauvais.

Avec un taux de chômage de 6,8% en 2016, le Liban est au-dessus de la moyenne internationale (5,7%). Cependant, ce taux grimpe à 20% chez les jeunes, selon les chiffres de 2014. Pourquoi la jeunesse est-elle particulièrement touchée par le chômage ?

C'était également le cas avant l'indépendance du pays, en 1943. Le Liban a toujours exporté des Libanais à l'étranger. Les flux d'émigrés existent depuis la seconde moitié du XIXème siècle. En revanche, le Liban importe de la main d'œuvre bon marché. Après la première guerre israélo-palestinienne, le Liban a permis aux réfugiés palestiniens de travailler à bas coût ; plus tard elle l'a interdit et ils ont été remplacés par des ouvriers syriens.

Ce mécanisme explique les caractéristiques de l'économie libanaise. Le Liban exporte de la main d'œuvre plutôt qualifiée et importe de la main d'œuvre non-qualifiée et le secteur privé libanais fait des bénéfices considérables grâce à cette différence. Mais le

Liban aurait dû être un pays agricole et exportateur de produits agroalimentaires grâce à son potentiel en eau et à la fertilité du sol.

Il faut quand même noter que certaines choses se font aujourd'hui en direction de la jeunesse. L'économie numérique se développe bien au Liban, par exemple. Certaines start-ups réussissent. Mais cela ne doit pas cacher le fait qu'une large partie des Libanais s'appauvrit de plus en plus.

Une partie des Libanais a tendance à expliquer la crise économique par la crise des réfugiés. En quoi le conflit syrien pèse-t-il sur l'économie libanaise ?

Imputer la crise économique à la crise des réfugiés est un peu court. Une partie de ces réfugiés avait déjà un membre de la famille qui travaillait au Liban, ce qui a encouragé leur venue, car ainsi outre le salaire gagné par le chef de famille, les Syriens réfugiés ont bénéficié des aides du Haut-Commissariat aux réfugiés. D'un autre côté, il y a beaucoup de Syriens aisés qui sont venus au Liban, y ont acheté des appartements, ou séjourné dans des hôtels et même ont investi dans de nouvelles sociétés au Liban. Il faut aussi prendre en compte l'arrivée de plus d'un million de personnes à nourrir (les estimations vont jusqu'à un million et demi). Le commerce libanais en a profité, même s'il s'agit de petits consommateurs. Un million de personnes, ça fait tourner le commerce. De l'autre, l'intégration d'une bonne partie des enfants de réfugiés dans les écoles publiques libanaises a été un succès grâce aux efforts du gouvernement. Evidemment, la présence d'un si grand nombre de réfugiés a pesé considérablement sur des services publics qui fonctionnaient déjà fort mal avant leur arrivée.

Le Liban s'est très bien débrouillé surtout si on compare la situation des réfugiés syriens au Liban avec celle que la France a faite à seulement quelques milliers de réfugiés syriens.

LPJ Beyrouth : Faut-il encore compter sur le secteur du tourisme pour redynamiser l'économie ?

Georges Corm : Bien sûr, mais pas seulement. En tous cas on peut remarquer que la provenance des touristes a changé, ce qui est très bien. Nous avons de moins en moins de touristes des pays du Golfe, dont les gouvernements ont organisé un boycottage du Liban, pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il change sa politique et s'aligne encore plus sur celle de l'Arabie saoudite. En contrepartie, nous avons de plus en plus de touristes européens et d'émigrés libanais venant de l'étranger. Cela est très bien. On remarquera que le mouvement touristique a explosé à partir de l'année 2000, date de la libération du Sud du Liban de 22 ans d'occupation israélienne. Le tourisme se porte très bien aujourd'hui. Le taux d'occupation des hôtels est de 60%, malgré tous les conflits dans la région. Par

ailleurs, il faut saluer la coordination et l'efficacité grandissante des différents services de sécurité de l'Etat et de l'armée libanaise dans la lutte contre le terrorisme qui avait pris des proportions inquiétantes entre 2012 et 2014 au Liban même (notamment de nombreuses voitures piégées). Récemment, le succès de l'armée libanaise à bouter hors des frontières montagneuses de l'Anti-Liban les groupes terroristes qui s'y étaient implantés va donner un coup de fouet additionnel au secteur touristique.

Une nouvelle source de revenus potentielle fait débat : les hydrocarbures offshore au large du Liban. Quelles conséquences économiques faut-il espérer ou craindre d'une exploitation de ces ressources ?

Je n'y ai jamais cru. Israël n'exploite qu'un seul champ, Chypre, l'Egypte, la Syrie et la Turquie n'exploitent rien. C'est un miroir aux alouettes. De plus, extraire du pétrole ou du gaz des fonds marins coûte cher. Cela dépend donc du prix du pétrole. Actuellement, le marché énergétique mondial est en surplus

Plusieurs responsables politiques ont évoqué la nécessité de lancer une campagne de lutte contre la corruption. Dans quelle mesure cette campagne peut-elle devenir crédible ?

De larges pans de l'économie sont gérés de manière quasi-mafieuse à l'abri des chefs politiques communautaires et de leurs partisans qui, par ailleurs, ne manquent pas de dénoncer la corruption, désormais au cœur du système politique. Ceci est dû au fait qu'après la guerre de 1975-1990, nous n'avons pas jugé les actes de pillages des biens publics et privés et les massacres ou disparitions de civils. J'ai dénoncé souvent l'alliance qui s'est installée à la fin de la guerre entre les anciens chefs de milices qui se sont enrichis pendant la guerre et les nouveaux millionnaires du pétrole, ainsi que la Syrie qui exerçait sa tutelle sur le Liban. Il s'agissait alors – faut-il le rappeler - d'un condominium américano-syro-saoudien, scellé par l'accord de Taëf de 1989.

On a créé un système de « partage » des dépouilles de l'Etat au profit des chefs politico-communautaires. Aucun des grands partis politiques, dont la puissance provient de l'exploitation éhontée du communautarisme, est hors de ce système. Ces chefs gardent prisonniers les communautés qu'ils prétendent représenter.

En 2015, j'ai mis beaucoup d'espoir dans les grandes manifestations sociales qui ont eu lieu à Beyrouth pour protester contre l'inefficacité du gouvernement et la corruption généralisée. La société civile a alors vraiment bougé. Mais la répression a été effarante. Les gens désormais pensent à deux fois avant de descendre dans la rue.

Le préambule de la Constitution libanaise dit que « le régime économique est libéral et garantit l'initiative individuelle et la propriété privée ». Pensez-vous que le libéralisme est dangereux pour l'économie libanaise ? Le Liban doit-il

protéger certains de ses secteurs de la concurrence ?

Libéral veut dire plusieurs choses. Oui, il faut assurer une saine concurrence, ce qui est très difficile dans un petit pays. Le Liban, sous la férule de Rafic Hariri, aurait dû protéger davantage l'économie du pays, il a fait tout le contraire, signant des accords de libre-échange avec l'Union européenne et tous les pays arabes, avant même que le potentiel industriel et agro-alimentaire du pays ait pu se reconstituer et se développer. Ça a été un ouragan sur l'industrie libanaise. On se fait facilement des amis quand on considère que le trésor de son pays peut être distribué à tout va et que l'on déprotège le marché local inconsidérément et de façon brutale.

Quelles solutions préconisez-vous pour relancer l'économie libanaise ?

Un ministre réformiste peut tenter d'apporter des améliorations dans son ministère. Mais s'il est tout seul, les améliorations apportées peuvent être facilement balayées. Je ne vois pas de solution en dehors de l'arrivée au pouvoir d'un parti réformiste non communautaire vraiment important, qui pourrait faire reculer la toute-puissance des lobbys et des partis communautaires traditionnels qui ont mis l'Etat en coupe réglée. Les associations patronales, les ordres professionnels et les syndicats sont eux aussi sous la coupe des chefs communautaires. Il faut que le dialogue entre syndicats de travailleurs et associations patronales soit moins crispé, moins sectaire et mieux conduit. Aujourd'hui, les syndicats sont très faibles, sauf celui des enseignants qui dispose du droit de grève, notamment au moment des examens ; cependant que la Chambre de Commerce où l'Association des banques ou celle des commerçants constituent des lobbys tout puissants.

L'instauration de l'impôt général sur le revenu, que j'avais tenté de mettre en place, permettrait de collecter beaucoup de ressources additionnelles pour le budget de l'Etat. Il y a plusieurs mesures fiscales intelligentes à mettre en œuvre. Au Liban, la pression fiscale est faible (environ 14% du PIB). Si on veut des services publics qui fonctionnent bien, il faut une plus grande pression fiscale et surtout une mise sous contrôle du tout puissant CDR qui dépend exclusivement du premier ministre et n'est soumis à aucun contrôle des organes de l'Etat.

<http://www.lepetitjournal.com/beyrouth/societe/290045-georges-corm-le-pourfendeur-de-la-corruption-generalisee-1ere-partie>

<http://www.lepetitjournal.com/beyrouth/societe/290044-georges-corm-le-pourfendeur-de-la-corruption-generalisee-2eme-partie>